

*Remplacement du mazout—Loi*

**M. Blackburn (Brant):** Vous devriez avoir honte.

**M. Waddell:** J'exhorte le gouvernement, dans l'intérêt de la justice, à accorder un délai de six mois. Nombreux sont ceux qui ne peuvent se faire inscrire. Les tories prétendent qu'ils auraient dû en profiter plus tôt. Ce sont des êtres humains, ils ne l'ont pas fait.

**M. Deans:** Ils étaient peut-être en chômage.

**M. Waddell:** Ils voudraient en profiter maintenant. Nous avons maintenant une foule de gens qui veulent profiter de cet excellent programme.

**M. McDermid:** Vous voulez six mois de plus, puis vous en réclamez six autres.

**M. Waddell:** Non, ce ne sera pas six mois de plus. Je dis au secrétaire parlementaire, au nom de mon parti, que nous serons disposés, si le gouvernement accorde un délai de six mois, étant donné que les tories détiennent la majorité et que telle est l'attitude du gouvernement, à laisser adopter ce projet de loi après un très bref débat. N'est-ce pas raisonnable monsieur le Président? Je le crois.

**M. Deans:** C'est parfaitement raisonnable.

**Le président suppléant (M. Paproski):** C'est peut-être raisonnable, mais le temps de parole du député est terminé.

**M. John Nunziata (York-Sud-Weston):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat. Je voudrais tout spécialement demander à mes collègues d'appuyer l'amendement proposé visant à reporter le projet de loi à six mois. Il y a des raisons très importantes pour lesquelles il devrait être mis en veilleuse pendant au moins six mois.

Tout d'abord, je voudrais faire quelques remarques sur la question de la consultation. Voilà un gouvernement qui a promis de consulter avant d'agir. Au cours des derniers mois, on nous a répété, maintes et maintes fois, que ce gouvernement a le désir de consulter les partis intéressés avant de prendre des décisions. Quelle forme de consultation a-t-on vue à propos du projet de loi C-24? A-t-on donné aux groupes intéressés l'occasion de s'adresser au gouvernement et de dire que l'abandon précipité de ce programme aurait des répercussions sur des sujets importants comme les emplois?

Le gouvernement promet sans cesse de créer des emplois. Des emplois, des emplois et des emplois, c'est ce qu'il a promis pendant la campagne électorale. Ce projet de loi mettra fin à deux programmes très populaires, ce qui se traduira par des pertes nettes d'emplois. Je ne sais pas combien, mais le gouvernement devrait faire tout son possible pour qu'aucun ne soit perdu. Je sais qu'il est difficile de créer des emplois, mais lorsque le gouvernement prend des mesures directes qui se traduisent par une perte d'emplois, il doit veiller à ce qu'il y ait des consultations suffisantes.

Le Programme canadien de remplacement du pétrole a été, et est toujours, très populaire dans ma circonscription, celle de York-Sud-Weston. Comme la Chambre le sait, ce programme accorde jusqu'à \$800 de subvention aux propriétaires qui remplacent leur chauffage au mazout par un système utilisant un

autre combustible. Ce programme a été extrêmement populaire non seulement auprès des propriétaires de York-Sud-Weston, mais de tous les propriétaires du pays.

Lorsqu'il a été présenté, on s'inquiétait sérieusement de la pénurie de pétrole et on espérait que les propriétaires profiteraient de ce programme, pour que nous ne risquions pas d'en manquer rapidement. Bien entendu, nous avons d'autres combustibles qui sont beaucoup plus économiques et plus abondants. L'intention de la mesure était d'encourager les propriétaires à passer d'une ressource limitée à une autre ressource qui était, si vous voulez, illimitée.

Je suis persuadé que les députés d'en face reconnaîtront et admettront la popularité de ce programme. De nombreux Canadiens en ont profité. Il était nécessaire pour cela que l'on fournisse des subventions. C'est grâce à elles que les propriétaires canadiens ont converti leurs installations de chauffage. Ce que le gouvernement propose maintenant, c'est que ce programme, qui devait durer jusqu'au 31 décembre 1987, prenne fin le 31 mars 1986?

● (1620)

Je soupçonne que ce projet de loi tient à un souci d'économie avant tout. Nous savons bien que le gouvernement veut réduire le déficit, mais je voudrais que les députés d'en face songent sérieusement aux conséquences des compressions et surtout aux répercussions de celles qu'on envisage actuellement. En abrégant la durée de ces programmes par souci d'économie, le gouvernement n'ignore pas qu'il sacrifie des emplois. Or, ces programmes créent justement des emplois dans le domaine du matériel de chauffage pour les préposés à l'installation des différentes chaudières et autres dispositifs de conversion. Bref, en interrompant ces programmes avant terme, le gouvernement nous fait perdre des emplois dont nous avons cruellement besoin par les temps qui courent.

L'autre programme que le gouvernement compte bien abolir est le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, programme très important et fort populaire qui assurait une subvention de \$500 à tout propriétaire qui souhaitait mieux isoler sa maison. Ces deux programmes sont donc très importants, je le répète, car ils ont été très avantageux pour toute la population du Canada.

Ce report à six mois de l'étude du projet de loi permettra de prolonger ces programmes un peu plus longtemps et de donner au gouvernement le temps de consulter les différents groupes concernés. Si, comme je le crois, le gouvernement est sincère lorsqu'il parle de l'importance de la consultation, je voudrais savoir alors ce qu'il a contre l'idée de reporter l'adoption de ce projet de loi de six mois seulement, afin de donner aux gens la possibilité de faire connaître leur point de vue. Il se peut que ces consultations convainquent le gouvernement ce que nous, en tant que députés de l'opposition, n'aurons peut-être pas réussi à faire que ce projet de loi est mauvais. Il se laissera peut-être convaincre par des gens objectifs qui sont durement touchés par la disparition de ce programme. A tout le moins, ces consultations pourraient le convaincre que non seulement l'opposition, mais également les Canadiens tiennent ce programme pour nécessaire.